Conto Corrente con la Posta

GAZZETTA UFFICIALE

PARTE PRIMA DEL REGNO D'ITALIA

Anno 68° | Roma - Sabato, 8 gennaio 1927 - Anno V | **Numero 5**

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI

SOMMARIO

Numero di pubblicazione

LEGGI E DECRETI

PRESENTAZIONE DI DECRETI-LEGGE AL PARLAMENTO

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

BANDI DI CONCORSO.

LEGGI E DECRETI

Numero di pubblicazione 36.

REGIO DECRETO-LEGGE 3 settembre 1926, n. 2220.

Approvazione della fondazione in Roma di un Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti gli accordi fra il Regio Governo e la Società delle Nazioni, relativi alla fondazione in Roma di un Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato;
Visto l'art. 3, n. 2, della legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Ritenuta la necessità urgente ed assoluta di dare esecuzione agli accordi anzidetti;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato, Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con il Ministro per la giustizia e gli affari di culto e con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

E' approvata la fondazione in Roma di un Istituto internazionale per l'unificazione del diritto privato, in base agli accordi fra il Regio Governo e la Società delle Nazioni, giusta le note scambiate rispettivamente in data 31 marzo e 20 aprile 1926.
L'Istituto gode ad ogni effetto della personalità giuridica.

Art. 2.

Il Governo del Re è autorizzato a concedere un assegno ordinario annuale di L. 1,000,000 per le spese di funzionamento dell'Istituto di cui all'articolo precedente, assegno che verrà normalmente inscritto negli stati di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri.

Art. 3.

Ai fini della necessaria sistemazione dei locali e delle adiacenze dell'ala del Palazzo Giustiniani verso il Pantheon, destinata a sede dell'Istituto, il Governo del Re è autorizzato a procedere all'espropriazione forzata per pubblica utilità, giusta le norme stabilite con la legge 15 gennaio 1885, n. 2892, per il risanamento della città di Napoli e in conformità del piano parcellare che verrà determinato con Regio decreto, su proposta del Ministro per i lavori pubblici.

Art. 4.

Il presente decreto, che entra in vigore alla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno, sarà presentato al Parlamento per la sua conversione in legge. Il Ministro proponente è autorizzato a presentare il relativo disegno di legge ed a sostenerne la discussione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Racconigi, addì 3 settembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — ROCCO — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 gennaio 1927 - *Anno V*
Atti del Governo, registro 256, *foglio* 18. — COOP

R. MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Rome, le 31 mars 1926.

Conformément à la résolution de l'Assemblée de la Société des Nations du 30 septembre 1924, le Conseil de la Société ayant accepté, le 3 octobre 1924, l'offre du Gouvernement italien relative à la fondation et à l'entretien d'un Institut international pour l'unification du droit privé, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement italien, en conformité de l'offre ci-dessus visée, s'engage à fonder et à entretenir un institut international pour l'unification du droit privé, mis à la disposition de la Société des Nations, et dont le siège social sera à Rome, aux conditions ci-après:

1. L'Institut international pour l'unification du droit privé sera administré par un Conseil de Direction, composé comme il est indiqué au statut ci-annexé, qui détermine les règles générales de l'organisation de l'Institut.

2. Le Gouvernement italien prendra les dispositions nécessaires pour faire reconnaître l'Institut international comme fondation autonome, jouissant de la personnalité juridique.

3. Les locaux nécessaires au fonctionnement des services de l'Institut international seront mis à la disposition du Conseil de Direction par le Gouvernement italien.

Le Conseil de Direction, dans la mesure où le permettront les bureaux dont il disposera, pourra concéder la jouissance de bureaux et salles de réunion aux institutions et associations tendant à développer les relations juridiques internationales, qui en feront la demande et lui paraîtront présenter les garanties suffisantes.

4. Les dépenses d'installation de l'Institut international seront intégralement couvertes par le Gouvernement italien, sans que la Société des Nations puisse avoir aucune somme à débourser pour ces objets, cette Société n'assumant du fait de cette installation aucune responsabilité ou charge financière, ou autre quelle qu'elle soit. Les dépenses annuelles de fonctionnement et d'entretien de l'Institut seront couvertes au moyen d'une subvention globale annuelle, que le Gouvernement italien, sous réserve de l'approbation parlementaire, déclare fixer à la somme de un million de lires italiennes.

Ni l'Etat italien, ni la Société des Nations assumeront aucune responsabilité financière ou autre quelle qu'elle soit, du fait de la gestion de l'Institut international.

L'Etat italien n'encourra aucune responsabilité civile du fait du fonctionnement des services de l'Institut international, dont il assure les frais, conformément aux alinéas précédents et notamment à l'égard du personnel de l'Institut international, lequel sera exclusivement soumis aux règles qui seront fixées conformément à l'article 14 du statut ci-annexé.

Ces règles détermineront notamment les catégories du personnel de l'Institut devant bénéficier des privilèges et immunités diplomatiques, tels qu'ils sont prévus par l'article VII du Pacte.

5. Des dons, legs et subventions, provenant d'autres gouvernements que celui du Royaume, d'institutions publiques ou privées, d'associations ou de particuliers, pourront être recueillis par l'Institut international en vertu des décisions du Conseil de Direction.

6. Les sommes destinées à assurer les frais annuels de fonctionnement et d'entretien de l'Institut seront versées, chaque année, semestriellement et par anticipation, le premier janvier et le premier juillet de chaque année, à une banque désignée d'un commun accord par le Secrétaire général de la Société des Nations et le Gouvernement italien. Elles seront retirées de cette banque au fur et à mesure des besoins sur mandat de personnes qualifiées à cet effet par le Conseil de Direction.

7. En cas de suppression de l'Institut international ci-dessus visé, les terrains, bâtiments et objets mobiliers mis à la disposition de cet Institut par le Gouvernement italien feront retour à l'Etat italien.

Toute propriété acquise par l'Institut au cours de son fonctionnement et notamment les archives et collections de documents installés dans les locaux par le Conseil de Direction resteront la propriété de la Société des Nations. Les institutions et associations à qui la jouissance de locaux aura été concédée par le Conseil de Direction, reprendront chacune leurs meubles et collections propres.

8. Les règles relatives au régime financier de l'Institut (budget, affectation et emploi des fonds, placement des capitaux, comptabilité, intervention du commissaire aux comptes de la Société des Nations, etc.) et à la responsabilité de ses organes seront établies conformément à la procédure prévue à l'article 14 du Statut ci-annexé.

9. Un rapport sur l'activité de l'Institut sera adressé, chaque année, au Conseil de la Société des Nations et au Gouvernement italien. Il sera communiqué à tous les membres de la Société des Nations.

10. Le Gouvernement italien se réserve le droit de proposer à l'acceptation du Conseil de la Société des Nations et se déclare prêt à examiner, le cas échéant, à la demande dudit Conseil, toutes modifications aux présentes conditions et au statut ci-annexé dont l'expérience démontrerait l'utilité.

11. Le présent engagement est pris par le Gouvernement italien pour une durée de sept années: il continuera à demeurer en vigueur pour de nouvelles périodes de sept ans, si le Gouvernement italien ou la Société des Nations n'ont pas notifié, deux ans au moins avant la fin de chaque période, leur intention d'en faire cesser les effets.

12. Le présent engagement est pris par le Gouvernement italien, sous réserve d'approbation législative, et ne deviendra définitif qu'après notification de cette approbation au Secrétaire général de la Société des Nations.

MUSSOLINI.

A Son Excellence le Vicomte ISHII
Président en exercice de la Société des Nations
GENÈVE

Statut organique de l'Institut.

Article 1er.

L'Institut international pour l'unification du droit privé a son siège à Rome.

Article 2.

L'Institut a pour objet d'étudier les moyens d'harmoniser et de coordonner le droit privé entre les Etats ou entre les groupes d'Etats et de préparer graduellement l'adoption par les divers Etats d'une législation de droit privé uniforme. Ces travaux se poursuivront sous la direction de la Société des Nations en connexion avec et en tenant compte des travaux de la Commission de coopération intellectuelle, du Bureau international du Travail et des organisations techniques de la Société des Nations.

Article 3.

Les organes de l'Institut sont:
1. le Conseil de Direction;
2. le Comité permanent;
3. le Secrétariat.

Article 4.

Le Conseil de Direction comprend un Président et dix membres, autant que possible de nationalité différente. Ils sont nommés par le Conseil de la Société des Nations; le membre italien est de droit président du Conseil de Direction.

Le Secrétaire général de la Société des Nations pourra, soit par lui-même, soit par un représentant, prendre part, à titre consultatif, aux séances du Conseil de Direction. Il en sera de même pour le Directeur du Bureau international du Travail, lorsque les débats en vue des travaux de l'Institut porteront sur des matières concernant l'Organisation du Travail aux termes de la partie XIII du Traité de Paix de Versailles et des dispositions correspondantes des autres Traités de paix.

Le Secrétaire général sera nommé par le Conseil de Direction. La nomination du Secrétaire général se fera sur présentation du Président du Conseil de Direction.

Les membres élus resteront en fonctions pendant cinq ans et seront rééligibles une fois. Le Secrétaire général est nommé pour une période de sept ans et sera rééligible également une fois.

Article 5.

Le Conseil de Direction nomme parmi ses membres un Comité permanent, composé du Président du Conseil de Direction et de cinq membres appartenant à cinq nationalités différentes.

Article 6.

Le Secrétariat se compose d'un Secrétaire général, nommé comme il a été dit à l'article 4, et de deux adjoints, appartenant à des nationalités différentes, nommés également par le Conseil de Direction.

Article 7.

Le Conseil de Direction établit les matières qui doivent faire l'objet des travaux.

Tout Etat, de même que les organismes de la Société des Nations (Organisation internationale du Travail, organisations techniques, etc.) ou toute association juridique internationale peut, par l'intermédiaire du Conseil de la Société des Nations, formuler des propositions en vue de l'étude des questions relevant de l'unification, de l'harmonisation ou de la coordination du droit privé.

Le Conseil de Direction décide de la suite à donner aux propositions ainsi formulées.

Article 8.

Le Conseil de Direction peut déférer l'examen des questions spéciales à des Commissions de juristes particulièrement versées dans l'étude desdites questions.

Article 9.

Le Conseil de Direction approuve les propositions qui ont fait l'objet de ses études.

Les propositions et les projets approuvés par le Conseil de Direction sont transmis au Conseil de la Société des Nations.

Article 10.

Le Conseil de Direction peut également prendre l'initiative d'attirer l'attention du Conseil de la Société des Nations sur l'opportunité de convoquer des conférences internationales pour l'étude de certaines questions.

Article 11.

L'Institut possédera une bibliothèque placée sous la direction du Secrétaire général.

L'Institut organisera des conférences, il publiera les actes concernant ses travaux et pourra faire paraître les études qu'il juge dignes d'une large diffusion.

Article 12.

Les indemnités des membres du Conseil de Direction et les émoluments du personnel du Secrétariat, ainsi que les dépenses administratives, seront à la charge du budget de l'Institut.

Article 13.

Les langues officielles de l'Institut sont l'italien, le français, l'anglais, l'espagnol et l'allemand.

Article 14.

Les règles relatives à l'administration de l'Institut et à son fonctionnement intérieur seront établies par le Conseil de Direction de l'Institut et devront être approuvées par le Conseil de la Société des Nations et communiquées à l'Assemblée de la Société des Nations et au Gouvernement italien.

Réponse du Président du Conseil de la Société des Nations.

Paris, le 20 avril 1926.

Par lettre en date du 31 mars 1926, vous avez bien voulu, vous référant aux résolutions de l'Assemblée et du Conseil des 30 septembre et 3 octobre 1924, me faire part de la confirmation par le Gouvernement italien des conditions auxquelles ce dernier s'engage à fonder et à entretenir un Institut international pour l'unification du droit privé, mis à la disposition de la Société des Nations.

Conformément à la résolution du Conseil du 18 mars 1926, j'ai l'honneur de vous confirmer l'acceptation, prévue par cette résolution, de l'offre généreuse qui fait l'objet de votre lettre.

(*Signé*) K. ISHII,
Président du Conseil de la Société des Nations.

Son Excellence Monsieur MUSSOLINI,
Président du Conseil des Ministres,
Ministère des affaires étrangères,
ROME.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re:
Il Ministro per gli affari esteri:
MUSSOLINI.

Numero di pubblicazione 37.

REGIO DECRETO 25 novembre 1926, n. 2221.

Facoltà al Ministro per le colonie di conferire ad uno dei dipendenti funzionari del grado 5° anche incarichi non ispettivi.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato;

Visto il R. decreto 30 dicembre 1923, n. 3084;

Vista la legge 31 gennaio 1926, n. 100;

Considerato che speciali esigenze di taluni servizi dell'Amministrazione centrale coloniale richieggono determinate valutazioni, le quali possono essere meglio esercitate da funzionari del ramo ispettivo, in ragione della speciale esperienza e competenza che essi si sono formati;

Udito il Consiglio dei Ministri;

Udito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del Ministro per le colonie, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il Ministro per le colonie ha facoltà di conferire ad uno dei dipendenti funzionari del grado 5° (ispettori generali) anche incarichi non ispettivi.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 25 novembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli:* ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 gennaio 1927 - Anno V
Atti del Goveno, registro 256, foglio 19. — COOP

Numero di pubblicazione 38.

REGIO DECRETO 14 novembre 1926, n. 2222.

Estensione alle Colonie delle disposizioni del R. decreto-legge 20 agosto 1926, n. 1480, sull'arrotondamento dei pagamenti.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'art. 3 della legge 24 maggio 1903, n. 205;

Visto l'art. 4 della legge 5 aprile 1908, n. 161;

Visto il R. decreto 5 novembre 1911, n. 1247, convertito nella legge 25 febbraio 1912, n. 83;

Visto il R. decreto-legge 20 agosto 1926, n. 1480, contenente disposizioni per l'arrotondamento dei pagamenti delle pubbliche Amministrazioni e di quelli ad esse dovuti;

Sentito il Consiglio superiore coloniale;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie, di concerto con quello per le finanze;

Abbiamo decretato e decretiamo:

Il R. decreto-legge 20 agosto 1926, n. 1480, è esteso, in quanto è applicabile, all'Eritrea, alla Somalia Italiana, alla Tripolitania ed alla Cirenaica, e vi si applica con la decorrenza indicata nell'art. 7 del decreto medesimo.

La facoltà di cui all'art. 6 sarà esercitata, nei riguardi delle Colonie, dal Ministro per le colonie, di concerto con quello per le finanze.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 novembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 gennaio 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 256, foglio 20. — COOP

Numero di pubblicazione 39.

REGIO DECRETO 14 novembre 1926, n. 2223.

Soprassoldo spettante al personale della Regia guardia di finanza della Tripolitania e della Cirenaica addetto al servizio di naviglio.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Visto il R. decreto 5 novembre 1911, n. 1247, convertito nella legge 25 febbraio 1912, n. 83;
Udito il Consiglio superiore coloniale;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le colonie, di concerto con quello per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Al personale della Regia guardia di finanza della Tripolitania e della Cirenaica addetto al servizio di naviglio spettano i soprassoldi stabiliti dagli articoli seguenti.

Art. 2.

Soprassoldo d'imbarco. — Al personale costituente l'equipaggio organico del galleggiante, spetta, quando è imbarcato, il soprassoldo nella misura seguente:

Padroni . . . . . L. 3.50 al giorno
Motoristi . . . . . » 3 — » »
Marinai . . . . . » 1.50 » »

La posizione di « imbarcato » è stabilita con ordine del comandante del distaccamento, o, per i graduati, del Governatore e dura fino a che non intervenga un ordine di sbarco, o fino a che la nave non passi in disarmo.

Art. 3.

Soprassoldo di navigazione. — Al personale imbarcato, per il periodo di tempo che corre dal momento in cui la nave lascia l'ormeggio di stazione fino a quello in cui vi fa ritorno o raggiunge un altro scalo assegnatole, spetta il soprassoldo di navigazione nella misura seguente:

Padroni . . . . . . L. 4 — al giorno
Motoristi . . . . . » 3.50 » »
Marinai . . . . . » 1.80 » »

Per giornata si intende il periodo che corre da una mezzanotte all'altra. La frazione di giornata si considera per giornata intiera, quando la navigazione ha durata superiore ad otto ore.

Durante le soste in luogo di rifugio, in caso di cattivo tempo, di avarie o di appostamenti, il soprassoldo si riduce alla metà quando la nave ha spento i fuochi, o non si è mantenuta in posizione di « macchina pronta ». Quando il galleggiante naviga con le sole vele, al motorista spetta la metà del soprassoldo.

In caso di avarie, se l'equipaggio non ha modo di vivere a bordo, o non possa essere aggregato ad unità o ad un reparto del corpo, è considerato in missione.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 14 novembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — FEDERZONI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 5 gennaio 1927 - Anno V
Atti del Governo, registro 256, foglio 21. — COOP

Numero di pubblicazione 40.

REGIO DECRETO 12 dicembre 1926, n. 2206.

Norme per il trattamento di quiescenza del personale del catasto e dei servizi tecnici di finanza.

VITTORIO EMANUELE III

PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE

RE D'ITALIA

Vista la legge 31 gennaio 1926, n. 100;
Vista la legge 14 luglio 1907, n. 543;
Visto il decreto Luogotenenziale 13 aprile 1919, n. 622;
Visto il Regio decreto 21 novembre 1923, n. 2480;
Visto il Regio decreto 8 maggio 1924, n. 779;
Sentito il Consiglio di Stato;
Udito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Nostro Ministro Segretario di Stato per le finanze;
Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1.

Al personale del catasto e dei servizi tecnici di finanza, già appartenente al ruolo aggiunto e trasferito nel ruolo unico giusta l'art. 7 del decreto luogotenenziale 13 aprile 1919, n. 622, ed a quello nominato posteriormente nel ruolo dei geometri, in quello degli aiutanti, disegnatori e computisti ed in quello degli inservienti ed uscieri, sono estese le disposizioni che regolano il trattamento di quiescenza degli impiegati civili dello Stato, considerando utile a pensione il servizio di ruolo prestato dopo il 1° aprile 1919.

Al personale predetto si applicano dal 1° gennaio 1924 le disposizioni che regolano l'Opera di previdenza istituita con Regio decreto 26 febbraio 1920, n. 219, convertito nella legge 2 luglio 1922, n. 896.

Art. 2.

Il personale di cui all'art. 1 del presente decreto verrà assoggettato, a decorrere dal 1° gennaio 1924, alle ritenute ordinarie in conto entrate del Tesoro ed a quella a favore dell'Opera di previdenza, secondo le disposizioni attualmente in vigore, e dalla stessa data verrà esonerato dal rilascio delle ritenute a favore della Cassa di previdenza, di cui al testo unico approvato con Regio decreto 2 gennaio 1913, nu-

mero 453, Libro III, parte quarta, in quanto vi sia iscritto, cessando in pari tempo il contributo dello Stato.

Le quote arretrate delle ritenute in conto entrate del Tesoro ed i contributi arretrati dovuti all'Opera di previdenza saranno ricuperati entro l'esercizio finanziario 1926-1927.

Art. 3.

Salvo il disposto dell'articolo 14 del presente decreto, gli impiegati di cui all'art. 1 saranno anche assoggettati ad una ritenuta straordinaria del 6 per cento in conto entrate del tesoro, ragguagliata al primo stipendio loro assegnato dopo il passaggio o l'assunzione nel ruolo unico, per un periodo di tempo pari a quello decorso dalla data del passaggio o dell'assunzione nel ruolo unico medesimo al 31 dicembre 1923.

Art. 4.

Le somme accreditate presso la Cassa di previdenza di cui al testo unico approvato con Regio decreto 2 gennaio 1913, n. 453, Libro III, parte quarta, nel conto individuale degli impiegati del catasto e dei servizi tecnici di finanza, che vi siano iscritti, compresi quelli non ancora sistemati in ruolo, verranno accantonate presso la Cassa di previdenza medesima e corrisposte agli impiegati stessi con gli interessi composti alla cessazione del servizio, salvo il disposto dell'articolo seguente.

Le somme costituenti il fondo comune saranno accantonate fino alla data del raggiungimento dell'anzianità di servizio necessaria per il conseguimento del diritto a pensione, dopo di che verranno incamerate dall'Erario, salvo quelle pertinenti a coloro che si avvalgano delle facoltà di cui all'art. 14.

Le disposizioni del presente articolo si applicano anche al personale di cui agli articoli 18 del regolamento 20 ottobre 1904, n. 729, ed 8 della legge 29 dicembre 1910, n. 898.

Art. 5.

Gli impiegati del catasto e dei servizi tecnici di finanza, compresi quelli non ancora sistemati in ruolo, che siano iscritti alla Cassa di previdenza, avranno facoltà di prelevare sulle somme accantonate presso la Cassa medesima nei conti individuali, giusta l'articolo precedente, le ritenute ordinarie e straordinarie arretrate, i contributi di riscatto di servizio straordinario, avventizio e simili di cui al capo 1° del Regio decreto 21 novembre 1923, n. 2480, e degli altri servizi di cui agli articoli 6, 7 e 8 del presente decreto.

Art. 6.

Gli impiegati di qualunque categoria appartenenti all'amministrazione del catasto e dei servizi tecnici di finanza che siano passati dal ruolo aggiunto al ruolo ordinario di cui alla legge 14 luglio 1907, n. 543, o dal detto ruolo aggiunto a quello unico istituito con decreto luogotenenziale 13 aprile 1919, n. 622, possono ottenere che il servizio già prestato nel ruolo aggiunto sia calcolato per intero nella liquidazione della pensione, o dell'indennità ordinaria, di cui all'articolo 11 del Regio decreto 21 novembre 1923, n. 2480.

Art. 7.

Gli impiegati di cui all'articolo precedente i quali, in seguito ad esame di concorso, siano stati compresi in una graduatoria di idoneità per la nomina ad impiego di ruolo nell'amministrazione del catasto e dei servizi tecnici di finanza ed abbiano successivamente conseguita la nomina in ruolo, possono ottenere che il servizio di straordinario, avventizio e simili, prestato dopo la pubblicazione della graduatoria, sia riconosciuto per intero agli effetti della pensione.

Art. 8.

Gli impiegati di cui al precedente articolo 6 possono ottenere che il servizio straordinario prestato anteriormente al passaggio in ruolo e dopo l'iscrizione alla Cassa di previdenza sia riconosciuto per intero agli effetti della pensione.

Art. 9.

Le istanze per ottenere il riconoscimento dei servizi di cui ai tre precedenti articoli dovranno dall'impiegato esser presentate, sotto pena di decadenza, entro il 31 marzo 1927; esse potranno essere presentate anche dalle vedove, dagli orfani e dagli altri eredi qualora l'impiegato muoia prima del detto termine, che in tal caso è prorogato a novanta giorni dalla cessazione dal servizio.

Sulle istanze di cui al presente articolo provvede la Corte dei Conti.

Art. 10.

Coloro che abbiano ottenuto il riconoscimento dei servizi di cui ai quattro precedenti articoli saranno assoggettati per un periodo di tempo uguale a quello riconosciuto ad un contributo straordinario del 6 per cento commisurato sullo stipendio iniziale di ruolo unico assegnato alle rispettive categorie in applicazione del decreto luogotenenziale 13 aprile 1919, n. 622.

Art. 11.

Gli impiegati che non sono iscritti alla Cassa di previdenza possono chiedere che i contributi di cui all'articolo precedente siano suddivisi in ritenute mensili sullo stipendio ed eventualmente sulla pensione, per un periodo di tempo uguale a quello riconosciuto.

Nel caso di liquidazione di indennità in luogo di pensione il contributo di riscatto e le rate residue sono detratti per intiero dall'indennità.

Nel caso di pensione di riversibilità le rate di contributo non ancora versate sono ridotte proporzionalmente alla quota di riversibilità.

Art. 12.

Gli impiegati iscritti alla Cassa di previdenza devono versare il contributo di cui al precedente articolo 10 in una sola volta entro due mesi dalla notifica del decreto di riscatto e dentro lo stesso termine possono chiedere di avvalersi della facoltà di cui all'articolo 5 del presente decreto.

Art. 13.

Gli impiegati che non si siano avvalsi nel termine stabilito dall'articolo 9 della facoltà di cui agli articoli 6, 7 e 8 del presente decreto, acquistano anche essi il diritto a pensione secondo le disposizioni degli articoli precedenti, ma i servizi di cui ai detti articoli 6, 7 e 8 non potranno essere fatti valere agli effetti della pensione o dell'indennità ordinaria che con le norme di cui al capo 1° del Regio decreto 21 novembre 1923, n. 2480, salvo il disposto dei due articoli seguenti.

Art. 14.

Gli impiegati del catasto e dei servizi tecnici di finanza che al 31 dicembre 1926 avranno compiuto l'età di 50 anni, ed i loro aventi causa, hanno facoltà di rinunziare entro il 31 marzo 1927, al trattamento di pensione loro concesso col presente decreto.

In tal caso essi conserveranno il diritto all'indennità per una volta tanto da liquidarsi a termini dell'art. 15 della legge 14 luglio 1907, n. 543, e verranno esonerati dal rilascio delle ritenute ordinarie e straordinarie in conto entrate del tesoro e da quelle a favore dell'Opera di previden-

za, salvo il ricupero, da parte dell'erario, delle somme prelevate in meno sul loro stipendio per imposta di ricchezza mobile, per addizionale pro mutilati e per contributo di guerra.

Uguale facoltà possono esercitare, all'atto della nomina, gli impiegati che passeranno in pianta stabile dopo la pubblicazione del presente decreto, sempre che al 31 dicembre 1926 abbiano compiuto i 50 anni di età.

Gli impiegati di cui al 1° comma del presente articolo hanno facoltà di rinunziare al riscatto dei servizi prestati, eventualmente richiesto, purchè ne facciano dichiarazione entro il 31 marzo 1927.

Art. 15.

Gli impiegati contemplati nell'articolo precedente, iscritti alla Cassa di previdenza, cesseranno anche essi di rilasciare le ritenute a favore della Cassa medesima, e le somme accreditate nel loro conto individuale fino al giorno dell'ultimo versamento verranno accantonate e corrisposte agli interessati nei modi indicati nell'articolo 4, comma 1°, del presente decreto.

Art. 16.

Gli impiegati di cui agli articoli precedenti che cessino in qualunque età dal servizio prima di aver conseguito il diritto a pensione, ed i loro aventi causa, hanno facoltà di richiedere l'indennità di cui all'art. 15 della legge 14 luglio 1907, n. 543, liquidata però in ragione di un mese di stipendio sui primi 12 anni di servizio invece che sui primi 10. Restano fermi i loro diritti sulle somme eventualmente accantonate giusta il precedente art. 4.

Essi ed i loro superstiti non avranno diritto ad alcun trattamento di quiescenza oltre quello di cui sopra nè ad alcun beneficio dell'Opera di previdenza, la quale è tenuta alla restituzione dei contributi versati, previa richiesta dell'iscritto o dei suoi eredi, da presentarsi all'Opera entro 6 mesi dalla cessazione dal servizio.

Qualora essi abbiano ottenuto il riconoscimento, agli effetti della pensione, dei servizi prestati, quale che ne sia la natura, essi sono ugualmente tenuti al pagamento dei relativi contributi, nè potranno ripetere alcuna delle ritenute ordinarie e straordinarie versate o da versare in applicazione del presente decreto.

Art. 17.

Gli impiegati che a norma dell'articolo 18 del Regio decreto 8 maggio 1924, n. 779, abbiano optato per il trattamento di riposo, stabilito dall'art. 15 della legge 14 luglio 1907, n. 543, possono, entro il 31 marzo 1927, rinunciarvi e chiedere che venga loro riconosciuto il diritto a pensione secondo le disposizioni del presente decreto.

In tal caso essi dovranno restituire in una sola volta, entro il termine di cui al precedente comma, tutte le ritenute che siano state loro rimborsate in applicazione del citato articolo 18 del Regio decreto 8 maggio 1924, n. 779.

Art. 18.

Le ritenute rilasciate a favore della Cassa di previdenza dagli impiegati contemplati nel presente decreto, oltre la data di applicazione della ritenuta ordinaria in conto entrate del Tesoro, andranno ad accrescere il conto individuale da accreditarsi e da accantonarsi a norma del precedente articolo 4.

Art. 19.

L'articolo 19 del Regio decreto 21 novembre 1923, n. 2480, e gli articoli 15, 16 e 18 del Regio decreto 8 maggio 1924, n. 779, sono abrogati.

Art. 20.

Le disposizioni del presente decreto si applicano agli impiegati del catasto e dei servizi tecnici in servizio al 1° gennaio 1926 ed ai loro aventi causa, ove non sia diversamente disposto. Le disposizioni di cui agli articoli 4 e seguenti del presente decreto si applicano anche agli impiegati che, dopo aver fatto parte dell'amministrazione del catasto e dei servizi tecnici di finanza, siano passati, prima della istituzione del ruolo unico, nei ruoli di altre amministrazioni dello Stato e vi si trovavano in servizio al 1° gennaio 1926, con diritto di conseguire il trattamento di quiescenza secondo il testo unico 21 febbraio 1895, n. 70, e successive modificazioni.

Per questi impiegati la ritenuta straordinaria di cui allo art. 10 sarà commisurata al 6 per cento sullo stipendio iniziale stabilito dalle tabelle vigenti al 1° aprile 1919, per la categoria alla quale fecero passaggio.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 dicembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI — VOLPI.

Visto, *il Guardasigilli*: ROCCO.
Registrato alla Corte dei conti, addì 3 gennaio 1927 - *Anno V*
Atti del Governo, registro 256, *foglio* 4. — COOP

REGIO DECRETO 19 dicembre 1926.
Nomina del presidente della Federazione fascista autonoma degli addetti ai trasporti marittimi ed aerei.

VITTORIO EMANUELE III
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Viste le domande di riconoscimento giuridico, in data 9 e 25 settembre 1926, avanzate dalla Federazione fascista autonoma degli addetti ai trasporti marittimi ed aerei, e gli atti ad esse allegati;

Visti gli articoli 1, n. 3, e 7 della legge 3 aprile 1926, numero 563;

Visto l'art. 14 dello statuto della Federazione suddetta, approvato con Nostro decreto 14 ottobre 1926, n. 1900;

Sulla proposta del Capo del Governo, Primo Ministro Segretario di Stato e Ministro per le corporazioni, di concerto col Ministro per l'interno;

Abbiamo decretato e decretiamo:

E' approvata la nomina del capitano Ciro Marinelli a presidente della Federazione fascista autonoma degli addetti ai trasporti marittimi ed aerei.

Dato a Roma, addì 19 dicembre 1926.

VITTORIO EMANUELE.

MUSSOLINI.

DECRETO MINISTERIALE 23 dicembre 1926.
Dimissioni di agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Milano.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il proprio decreto 4 settembre 1925 col quale venne, fra gli altri, autorizzato il signor Manusardi rag. Enea a continuare nell'esercizio professionale quale agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Milano;

Considerato che detto agente di cambio ha rassegnato le dimissioni in data 10 dicembre 1926;

Decreta:

Sono accettate le dimissioni del signor Manusardi rag. Enea da agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Milano, con effetto dal 10 dicembre 1926.

Roma, addì 23 dicembre 1926.

Il Ministro: VOLPI.

DECRETO MINISTERIALE 16 ottobre 1926.

Indennità ai funzionari ed agenti dello Stato delegati alle lotterie e tombole.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Di concerto col Ministro per l'interno;

In applicazione dell'art. 221 del regolamento sul servizio del lotto approvato col R. decreto 9 agosto 1926, n. 1601, quanto alle indennità dovute dagli enti concessionari di lotterie o tombole, a funzionari governativi delegati a tali operazioni;

Veduto il decreto Luogotenenziale 14 settembre 1918, numero 1311;

Veduto il R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395;

Decreta:

Art. 1.

Agli impiegati delle Amministrazioni dell'interno e delle finanze delegati, fuori del Comune di loro ordinaria residenza, ad esercitare vigilanza o adempiere altre funzioni di loro competenza, nello svolgimento di lotterie o tombole, spettano, a carico degli enti concessionari di tali operazioni, le indennità diarie e di soggiorno stabilite dall'art. 181 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, ed il rimborso delle spese di viaggio e le indennità chilometriche, di cui agli articoli 3 del decreto Luogotenenziale 14 settembre 1918, numero 1311, e 180 del R. decreto 11 novembre 1923, n. 2395, modificato coll'art. 11 del R. decreto 6 giugno 1926, n. 941.

Le dette indennità di soggiorno sono ridotte a due terzi, nelle missioni per le quali il ritorno in residenza abbia luogo nella stessa giornata della partenza.

Art. 2.

Per gli incarichi e le funzioni di cui al precedente articolo, che detti impiegati prestino nello stesso Comune di loro residenza ed anche fuori ma nell'ambito di una piccola distanza intesa nel limite di una percorrenza complessiva (andata e ritorno) misurata dal locale ove ha sede l'ufficio cui appartiene l'impiegato, non eccedente i dieci chilometri, compete loro un'indennità pari a 3 decimi delle indennità giornaliere stabilite dall'art. 181 del R. decreto 11 novembre 1923, numero 2395, oltre alle indennità chilometriche come al precedente articolo, ove ricorrano.

Nel caso di prestazioni nel detto ambito di piccola distanza, anche se si facciano più gite di servizio nella stessa giornata, non compete che una sola indennità giornaliera nella detta misura ridotta.

Agli effetti delle indennità chilometriche, nei casi di cui al presente articolo, le percorrenze sono computate dai locali ove ha sede l'ufficio cui appartiene l'impiegato, sono comprensive della andata e del ritorno e vanno calcolate per la via più breve.

Nei casi nei quali sia possibile usufruire di mezzi di trasporto destinati in modo permanente al pubblico servizio, anche se il loro percorso sia più lungo in confronto di quello più breve prescritto, in sostituzione delle indennità chilometriche spetta il rimborso del prezzo delle corse stabilito dalle tariffe locali, limitandosi la corresponsione dell'indennità anzidetta alla percorrenza non servita da permanenti pubblici mezzi di trasporto.

Roma, addì 16 ottobre 1926.

Il Ministro: VOLPI.

DECRETO MINISTERIALE 23 dicembre 1926.

Reciproco trasferimento di agenti di cambio in soprannumero presso le Borse valori di Milano e Torino.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visti i propri decreti 4 settembre 1925 e 3 giugno 1926 coi quali il signor Orsini Felice venne nominato agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Roma e poscia trasferito in tale sua qualità alla Borsa valori di Milano;

Visto il proprio decreto 7 settembre 1925 col quale il signor Boscarelli Diego venne nominato agente di cambio in soprannumero presso la Borsa valori di Torino;

Viste le domande con le quali i predetti signori Orsini Felice e Boscarelli Diego chiedono il reciproco trasferimento dall'una all'altra Borsa;

Visti i pareri favorevoli dei Sindacati e delle Deputazioni di borsa e delle Camere di commercio ed industria di Milano e Torino;

Riconosciute le ragioni addotte e ritenuto che il reciproco scambio di residenza richiesto non viene a turbare la situazione numerica degli agenti di cambio per le due Borse;

Visto il R. decreto-legge 9 aprile 1925, n. 375;

Decreta:

I signori Orsini Felice e Boscarelli Diego, agenti di cambio in soprannumero presso le Borse valori rispettivamente di Milano e Torino, sono reciprocamente trasferiti dall'una all'altra Borsa, venendo di conseguenza revocata la nomina a rappresentanti del signor Boscarelli Diego presso la Borsa di Torino, conferita ai signori Caputo Gustavo e Musso Ernesto coi decreti rispettivamente in data 7 settembre 1925 e 18 dicembre 1926.

Il provvedimento avrà effetto dalla data di pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno e da tale data decorrerà pure il termine per l'integrazione della cauzione nei riguardi del signor Boscarelli Diego.

Roma, addì 23 dicembre 1926.

Il Ministro: VOLPI.

DECRETO MINISTERIALE 15 dicembre 1926.

Caratteristiche delle marche del tipo a fascetta da applicarsi agli involucri delle cartine e tubetti per sigarette.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 2 del R. decreto-legge 29 luglio 1925, n. 2591, riguardante l'imposta su le cartine ed i tubetti per sigarette;

Visti gli articoli 1 e 3 del decreto Ministeriale 1° aprile 1926, con i quali venivano stabilite le caratteristiche delle marche del tipo a fascetta da applicarsi agli involucri delle cartine e tubetti suddetti;

Determina:

Art. 1.

Le marche del tipo a fascetta da applicarsi agli involucri delle cartine e tubetti per sigarette sono stampate su carta

filigranata per francobolli ordinari, e misurano mm. 240 in lunghezza e mm. 15 di altezza, esclusi i margini bianchi.

La vignetta — ad un solo colore — comprende:

nella parte centrale un rettangolo con la leggenda « Imposta sulle cartine e tubetti per sigarette » su tre linee. Ai due lati superiori, due piccoli rettangoli portano l'indicazione del prezzo;

nella parte destra e nella parte sinistra comprende due altri rettangoli col fondo, a linee parallele, ondulati e portanti dalla parte sinistra il Fascio Littorio e l'Aquila Sabauda con lo scudo crociato, dalla parte destra il Fascio Littorio e la leggenda « Direzione generale delle privative » su quattro linee. Tutta la vignetta è racchiusa in una cornice semplice.

In rapporto ai valori e colori le fascette stesse si distinguono:

1° da cent. 5, color verde 120;
2° da cent. 7½, color giallo cupo;
3° da cent. 10, tinta bigia;
4° da cent. 12½, colore violetto magenta roseo;
5° da cent. 15, colore bleu oriente;
6° da cent. 20, colore rosso Remington;
7° da cent. 22½, colore verde oliva;
8° da cent. 25, colore bruno cupo;
9° da cent. 30, colore giallo Washington;
10° da cent. 32½, colore rosso scarlatto;
11° da cent. 37½, colore nero.

Art. 2.

Le marche del tipo a fascetta sin qui adottate saranno impiegate fino ad esaurimento.

Roma, addì 15 dicembre 1926.

Il Ministro: VOLPI.

DECRETO MINISTERIALE 30 dicembre 1926.

Approvazione di tariffa d'assicurazione combinata con l'emissione del consolidato 5 %, adottata dall'Istituto nazionale delle assicurazioni.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visti i Regi decreti-legge 29 aprile 1923, n. 966, e 24 settembre 1923, n. 2272, convertiti nella legge 17 aprile 1925, n. 473, nonchè il R. decreto-legge 5 aprile 1925, n. 440, convertito nella legge 11 febbraio 1926, n. 254, concernenti l'esercizio delle assicurazioni private;

Visto il regolamento approvato con R. decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con R. decreto 4 marzo 1926, n. 519;

Visto il R. decreto-legge 6 novembre 1926, n. 1831, per l'emissione di nuova rendita consolidata 5%;

Vista la domanda dell'Istituto nazionale delle assicurazioni, tendente ad ottenere l'approvazione di nuova tariffa di assicurazione sulla durata della vita umana, di capitale in titoli del suddetto consolidato 5%;

Considerato che il Consiglio di amministrazione dell'Istituto approvò il 2 dicembre 1926 la detta tariffa;

Viste le basi tecniche, le tariffe dei premi puri e dei premi lordi, e le condizioni di polizza;

Decreta:

E' approvata, nel testo debitamente autenticato, la seguente tariffa d'assicurazione sulla vita e le relative condizioni di polizza, adottata dell'Istituto nazionale delle assicurazioni:

Tariffa per l'assicurazione mista di un capitale costituito da titoli della rendita consolidata 5%, di cui al R. decreto-legge 6 novembre 1926, n. 1831, dovuto sia nel caso di vita al termine prestabilito, che in caso di premorienza verso un premio annuo costante pagabile in vita dell'assicurato e non oltre il termine suddetto.

Roma, addì 30 dicembre 1926.

Il Ministro: BELLUZZO.

PRESENTAZIONE DI DECRETI LEGGE AL PARLAMENTO

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Comunicazione.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro Segretario di Stato per i lavori pubblici ha presentati al Parlamento i disegni di legge per la conversione in legge dei seguenti decreti:

R. decreto 14 ottobre 1926, n. 2020, recante norme per l'assegnazione delle case costruite dallo Stato nelle località colpite dal terremoto e consegnate ai Comuni;

R. decreto 14 ottobre 1926, n. 2021, riguardante la semplificazione di procedura per le espropriazioni occorrenti per i lavori che si eseguono a cura dell'Alto Commissario per Napoli e dei Provveditori alle opere pubbliche.

MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO

Comunicazione.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro Segretario di Stato per la giustizia e gli affari di culto ha presentato alla Ecc.ma Presidenza della Camera dei deputati in data 6 gennaio 1927, il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 12 dicembre 1926, n. 2175 pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 30 stesso mese n. 300, riguardante l'autorizzazione al Fondo di beneficenza e religione nella città di Roma di alienare a favore del Fondo per il culto le prestazioni perpetue affrancabili ai sensi dell'art. 1 della legge 11 giugno 1925, n. 998.

MINISTERO DELLE FINANZE

Comunicazione.

Agli effetti dell'art. 3 della legge 31 gennaio 1926, n. 100, si notifica che S. E. il Ministro per le finanze ha inviato a S. E. il presidente della Camera dei deputati il disegno di legge per la conversione in legge del R. decreto-legge 12 dicembre 1926, numero 2193, relativo ad un mutuo a favore del comune di Venezia per il completamento del porto di Marghera.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELLA GIUSTIZIA E DEGLI AFFARI DI CULTO

Cessazione di notaro dall'esercizio.

Agli effetti dell'art. 58, n. 2, della legge sul notariato 16 febbraio 1913, n. 89, si porta a conoscenza che con R. decreto 16 dicembre 1926, registrato alla Corte dei conti il 29 stesso mese, il notaro Trua Antonio, residente nel comune di Guardavalle, distretto notarile di Catanzaro, è stato dispensato dall'ufficio, per limite di età, con effetto dal 21 gennaio 1927, in applicazione degli articoli 7 della legge 6 agosto 1926, n. 1365, e 37 e 39 del R. decreto 14 novembre 1926, n. 1953.

Roma, addì 5 gennaio 1927 - Anno V

p. *Il Ministro*: INNOCENTI.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione. **3ª Pubblicazione.** **(Elenco n. 18)**

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del Debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentrechè dovevano invece intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse.

Debito 1	Numero di iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 5 %	197916	60 —	Marasco Maria, Francesca, Domenico e *Giuseppe* di Alfonso, minori sotto la p. p. del padre, domic. a Napoli.	Marasco Maria, Francesca, Domenico e *Giuseppa* di Alfonso minori sotto la p. p. del padre, domic. a Napoli.
»	408792	85 —	Vairo *Benedetta* fu Achille, minore sotto la p. p. della madre Marco Teresa fu Natale, ved. di Vairo Achille, domic. in Albenga (Genova).	Vairo *Filippina Arcangela Matilde* fu Achille, minore ecc. come contro.
P. N. 5 %	36380	25 —	*Napoletano* Giuseppe di Costantino, domiciliato a Castel S. Giorgio (Salerno), vincolata.	*Napoletani* Giuseppe di Costantino, domic. come contro, vincolata.
3.50 % A	41295	70 —	Bibiano Emma fu Luigi, *moglie* di Federico Federico di Ciro, domic. a Spezia.	Bibiano Emma fu Luigi, *minore emancipata sotto la curatela marito* Federico Federico di Ciro, domic. a Spezia.
3.50 %	465601	350 —	Fara *Beatrice* fu Alberico minore sotto la p. p. della madre Gattoni Giulia fu Giulio, vedova di Fara Alberico, domic. a Milano, vincolata.	Fara *Bice* fu Alberico, minore ecc. come contro.
3.50 %	620670	434 —	Intestata come la precedente, domic. a Pallanza (Novara), libera.	Intestata come la precedente, domic. a Pallanza (Novara), libera.
Cons. 5 %	379576	1,015 —	Alvarez de Toledo *Illam* di *Illam*, minore sotto la p. p. della madre Fiocca Beatrice, domic. a Napoli.	Alvarez de Toledo *Illan* di *Illan*, minore ecc. come contro.
»	128672	500 —	Valobra *Armando* di *Arturo* minore sotto la p. p. del padre, domic. a Genova.	Valobra *Arnaldo* di *Aron*, minore ecc. come contro.
»	205066	265 —	Taurisano Cristina, Rosa e Giuseppina di Crescenzo, minori sotto la p. p. del padre, domic. a Nola (Caserta) e figli nascituri dal medesimo; con usufrutto vitalizio a Sarnelli *Cristina* fu Generoso vedova Taurisano Antonio.	Intestata come contro; con usufrutto vitalizio a Sarnelli *Maria-Cristina* ecc. come contro.
»	214461	525 —	Taurisano Emilia fu Antonio, moglie di Maccaro Cipriano, domic. a Nola (Caserta); con usufrutto vitalizio come la precedente.	Intestata come contro; con usufrutto vitalizio come la precedente.
»	216121	525 —	Taurisano Immacolata fu Antonio, moglie di Napoletano Pietro; con usufrutto vitalizio come la precedente.	Intestata come contro; con usufrutto vitalizio come la precedente.
	398239	125 —	Lucibello Maria fu Francesco, vedova Gambardella Vincenzo, domic. a Napoli, con usufrutto vitalizio a Lucibello *Maddalena* fu Ferdinando, nubile, domic. a Napoli.	Intestata come contro; con usufrutto vitalizio a Lucibello *Maria Maddalena* fu Ferdinando, nubile, domic. a Napoli.
Buoni Tesoro quinquennali 12ª emiss.	468	Cap. 5,500 —	Ferrari Renzo } di *Prospero*, minori sotto la p. p. del padre.	Ferrari Renzo } di *Pietro*, minori ecc. come contro.
	469	» 5,500 —	Ferrari Nella	Ferrari Nella
	470	» 5,500 —	Ferrari *Bianca*	Ferrari *Archilde*
Cons. 5 %	251604	660 —	Cavallo Rosa fu Leonardo, moglie di De Marino Arcangelo fu *Luigi* domic. a Marano (Napoli), vincolata.	Cavallo Rosa fu Leonardo, moglie di De Marino Arcangelo fu *Domenico*, domic. a Marano (Napoli), vincolata.
»	159295	3,000 —	Costantini Cesare e Roberto fu Giulio, minori sotto la p. p. della madre Tedeschi *Irma* fu Cesare, vedova Costantini Giulio, domic. a Torino.	Costantini Cesare e Roberto fu Giulio, minori sotto la p. p. della madre Tedeschi *Ernesta detta Irma* fu Cesare ecc. come contro.

DEBITO	NUMERO di iscrizione	AMMONTARE della rendita annua	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE	TENORE DELLA RETTIFICA
Cons. 5 %	151371	2,500 —	Intestata come la precedente, domic. in Ancona.	Intestata come la precedente, domic. in Ancona.
» »	139102 294942	185 — 195 —	Marcenaro *Mario* e Caterina fu Pietro, minori sotto la p. p. della madre Tassara Teresina (e Teresa nella 2ª rendita) fu Giuseppe, vedova di Marcenaro Pietro, domic. a Genova, la 2ª rendita è con usufrutto vitalizio a Tassara Teresa fu Giuseppe, vedova di Marcenaro Pietro, domiciliato a Genova.	Marcenaro *Bartolomeo-Virgilio-Mario detto Mario* e Caterina fu Pietro, minori ecc. come contro e con usufrutto vitalizio come contro.
»	351828	1,500 —	Raimonda Pietro di Pietro, domic. a S. Colombano Canavese (Torino).	Raimonda Pietro di Pietro, *minore sotto la p. p. del padre*, domic. come contro.
»	351829	1,500 —	Raimonda Linda di Pietro, *nubile*, domic. come sopra.	Raimonda Linda di Pietro, *minore* ecc. come la precedente.
3.50 %	574944	28 —	*Tarditi* Michele	*Tardito* Michele
»	574947	28 —	*Tarditi* Maria	*Tardito* Maria
»	574945	28 —	*Tarditi* Antonio	*Tardito* Antonio
			(i tre precedenti) fu Carlo, minori sotto la p. p. della madre Cordera Paola fu Antonio, vedova di *Tarditi* Carlo domic. a Strambino (Torino).	(i tre precedenti) fu Carlo, minori sotto la p. p. della madre Cordera Paola fu Antonio, vedova di *Tardito* Carlo, domic. a Strambino (Torino).
Cons. 5 %	229106	620 —	De Pisapia Maria di Carlo, moglie di Pisapia Anselmo fu Alfonso, domic. a Cava dei Tirreni (Salerno); dotale della titolare e con usufrutto vitalizio a Cinque *Carmela* fu Ferdinando, moglie di De Pisapia Carlo, domic. a Cava dei Tirreni.	Intestata come contro; dotale della titolare e con usufrutto vitalizio a Cinque *Maria-Carmela* fu Ferdinando, moglie ecc. come contro.
»	427311	615 —	De Pisapia Ada fu Carlo, nubile, domic. come la precedente e con usufrutto vitalizio come la precedente.	Intestata come contro; con usufrutto vitalizio come la precedente.
»	427312	615 —	De Pisapia Ida fu Carlo, nubile, domic. come la precedente e con usufrutto vitalizio come la precedente.	Intestata come contro e con usufrutto vitalizio come la precedente.
Buono Tes. novenn. 4ª serie	880	Cap. 6,000 —	Debandi *Camilla* di Marziano, nubile.	Debandi *Politea-Camilla* di Marziano, nubile.
Buono Tesoro sett. 2ª serie	123 127	» 40,000 — » 42,000 —	Albertini Benedetto fu Giuseppe, minore sotto la p. p. della madre Rotondi *Elisabetta* vedova Albertini.	Albertini Benedetto fu Giuseppe, minore sotto la p. p. della madre Rotondi *Augusta-Giulia-Elisabetta-Maria*, vedova Albertini.
Buono Tesoro quinquennale 12ª emissione	1284	» 1,000 —	Bertolino Maria fu Stefano, minore sotto la p. p. della madre Rudellat Carolina vedova Bertolino; con usufrutto vitalizio a Perotti *Michele* fu Pietro.	Intestata come contro; con usufrutto vitalizio a Perotti *Giovanni-Michele* fu Pietro.
»	1285	» 2,700 —	Bertolino Giacomo fu Battista; con usufrutto vitalizio come la precedente.	Intestata come contro; con usufrutto vitalizio come la precedente.
»	858	» 24,000 —	Montanari Orfea e *Cesidio* di Augusto, minori sotto la p. p. del padre.	Montanari Orfea e *Cegidio* di Augusto, minori ecc. come contro.
Cons. 5 %	236450	240 —	*Giovenzana* Angioletta fu Carlo, minore sotto la p. p. della madre Conconi Marta fu Ambrogio, vedova Giovanzana, domic. a Vaprio d'Adda (Milano).	*Giovanzana* Angioletta fu Carlo, minore ecc. come contro.
»	52143	275 —	Stancanelli Annetta di *Antonio*, vedova di Bertolani Emanuele, domic. a Novara di Sicilia (Messina).	Stancanelli Annetta di *Antonino*, vedova ecc. come contro.
»	403683	540 —	Posa *Ermelinda* di Nicola, minore sotto la p. p. del padre, domic. a Napoli.	Posa *Carmelinda* di Nicola, minore ecc. come contro.

A termini dell'art. 167 del Regolamento generale sul Debito pubblico, approvato con R. decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, 4 dicembre 1926.

Il direttore generale: CIRILLO.

MINISTERO DELLE FINANZE

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO DIV. I PORTAFOGLIO

Media dei cambi e delle rendite

del 7 gennaio 1927 - Anno V

Francia	88.97	New York	22.527
Svizzera	434.60	Dollaro Canadese	22.56
Londra	109.342	Oro	434.66
Olanda	9.04	Belgrado	40 —
Spagna	351 —	Budapest (pengo)	3.96
Belgio	3.127	Albania (Franco oro)	436.50
Berlino (Marco oro)	5.362	Norvegia	5.75
Vienna (Schillinge)	3.19	Polonia (Sloty)	—
Praga	67 —	Rendita 3,50 %	62.30
Romania	11.40	Rendita 3,50 % (1902)	57 —
Russia (Cervonetz)	116.05	Rendita 3 % lordo	40 —
Peso argentino oro	21.70	Consolidato 5 %	79.55
Peso argentino carta	9.55	Obbligazioni Venezie 3,50 %	61.45

BANDI DI CONCORSO

MINISTERO DELL'ECONOMIA NAZIONALE

Concorso a premi tra i coltivatori dell'Agro romano per la produzione di frumento di razze elette.

IL MINISTRO PER L'ECONOMIA NAZIONALE

Visto il notevole contributo che i precedenti concorsi hanno recato alla produzione dei grani di razze elette in Agro romano;

Considerata la opportunità di promuovere nelle tenute dell'Agro romano ordinamenti aziendali che rispondano alle moderne norme di tecnica e di economia rurale e dei quali la coltivazione del frumento di razza eletta sia parte integrante;

Visto il testo unico 10 novembre 1905, n. 647, la legge 17 luglio 1910, n. 491, il decreto-legge Luogotenenziale 24 aprile 1919, n. 662, e il R. decreto 12 novembre 1921, n. 1713, concernenti il bonificamento dell'Agro romano;

Sulla proposta del direttore generale dell'agricoltura;

Decreta:

Art. 1.

E' bandito un concorso a premi fra i coltivatori dell'Agro romano che entro l'anno agrario 1928-29 dimostreranno di avere in conduzione una o più tenute, nelle quali siano state eseguite tutte le opere di miglioramento fondiario e colturale prescritte con le legali notificazioni del Ministero; che entro tale termine abbiano sottoposto a coltura continua avvicendata tutti i terreni coltivabili della tenuta, a tenore delle prescrizioni contenute nelle dette notificazioni, e che abbiano impiantato una rotazione razionale nella quale il frumento trovi il suo posto adeguato.

Art. 2.

I premi messi a concorso sono:

n. 2 primi premi consistenti in una targa d'oro e L. 30,000 ciascuno;

n. 3 secondi premi consistenti in una medaglia d'oro e lire 15,000 ciascuno;

n. 5 terzi premi consistenti in una medaglia d'argento e lire 10,000 ciascuno.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta bollata da L. 3, dovranno presentarsi al Ministero dell'economia nazionale, Direzione generale dell'agricoltura, non oltre il 31 marzo 1927 e dovranno contenere le seguenti indicazioni:

a) cognome, nome, paternità e residenza abituale del concorrente;

b) denominazione della tenuta;

c) numero delle famiglie stabili residenti in tenuta all'epoca della domanda, con la indicazione del numero delle persone adulte addette all'azienda e delle loro attribuzioni;

d) numero dei capi grossi di bestiame mantenuti a stalla all'epoca predetta, con speciale riferimento ai bovini da latte e da allevamento;

e) superficie attualmente sottoposta a coltura erbacea;

f) rotazione che verrà adottata;

g) varietà di frumento che saranno coltivate, tenendo presente che le razze di frumento ammesse al concorso sono le seguenti:

i tipi Reatino nn. 1, 2 e 11; Cognese nn. 12, 29 e 31; Gentile semiaristato n. 48; Gentile rosso n. 58; Marzuolo nn. 83 e 87; Carosella n. 112; Romanello nn. 187 e 211; Turgido Fucense n. 255; la Saragolla;

il Carlotta, il Cervaro, il Luigia, il Dante, l'Italo, il Fausto, il Villa Glori, il Riccio, il Mentana, l'Ardito, il Potenziani, i Dauni, il Cappelli, il Cencelli, il Milazzo.

Sarà cura dei concorrenti di far conoscere nei due successivi anni agrari 1927-28 e 1928-29 i progressi raggiunti nella stabilizzazione del numero delle famiglie e dei capi di bestiame, nonchè nella coltivazione.

Art. 4.

Con decreto Ministeriale sarà nominata una apposita Commissione giudicatrice, la quale presenterà le proposte per l'assegnazione dei premi.

Art. 5.

Fin dall'anno agrario 1926-27 la Commissione giudicatrice ha facoltà di controllare i dati e le notizie forniti dai singoli concorrenti ed il suo giudizio di merito sarà basato sulle osservazioni di campagna, sul grado di purezza e di pulizia che il concorrente abbia raggiunto nei singoli anni nella coltivazione delle razze di frumento prescelte, sulle cure culturali ad esse praticate, sulla estensione di terreno destinata alla coltura del prato artificiale in rotazione e del frumento, sull'entità della produzione, sull'ordinamento tecnico-economico e sullo svolgimento dell'attività produttiva nell'impresa.

Condizione necessaria per concorrere ai premi sono l'adozione della semina a righe e l'impiego delle concimazioni dirette ed indirette.

Sono escluse dal concorso le coltivazioni in ristoppio.

Art. 6.

Dalla Cassa di colonizzazione per l'Agro romano, istituita con l'art. 12 della legge 17 luglio 1910, n. 491, sarà prelevata la somma di L. 180,000 occorrente per i premi e per l'aggiudicazione del concorso.

Il direttore generale dell'agricoltura è incaricato della esecuzione del presente decreto, che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del Regno.

Roma, addì 20 dicembre 1926.

Il Ministro: BELLUZZO.

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Concorso per 5 posti gratuiti nel Regio conservatorio femminile di S. Giovanni Battista, in Pistoia.

E' aperto il concorso per n. 5 posti gratuiti destinati 3 a favore di orfane d'insegnanti e 2 di categoria generale.

Le aspiranti dovranno far pervenire a questo Regio conservatorio, entro un mese dalla data di pubblicazione del presente avviso nel Bollettino ufficiale del Ministero della pubblica istruzione:

a) la domanda in carta bollata da L. 2;

b) certificato di nascita dal quale risulti che l'aspirante ha un'età non minore di anni 6;

c) certificato di subita vaccinazione o rivaccinazione;

d) certificato di sana costituzione fisica;

e) certificato di cittadinanza italiana;

f) dichiarazione della Giunta municipale sulla professione del padre ed eventualmente della madre, sul numero, sull'età e sulla qualità delle altre persone che compongono la famiglia;

g) certificato dell'ufficio delle imposte che attesti l'ammontare delle tasse pagate dai genitori dell'aspirante;

h) attestazione degli studi compiuti.

Nell'assegnazione dei posti di cui sopra sarà data la preferenza:

1° alle orfane di pubblici insegnanti per i primi 3 posti;

2° alle giovani rese inabili a causa della guerra a condizione che la loro imperfezione ne consenta l'ammissione nell'Istituto (il certificato di cui alla lettera *d*) dovrà essere rilasciato dal sanitario provinciale o da un medico militare specificando le infermità dell'aspirante);

3° alle orfane dei militari caduti in guerra e di coloro che siano morti a causa della guerra;

4° alle figlie di coloro che per ferite o malattie contratte in guerra o a causa della guerra siano resi inabili a proficuo lavoro;

5° alle orfane di benemeriti della Patria non comprese nelle precedenti categorie.

Saranno a carico delle famiglie tutte le spese che, esclusa la retta, sono necessarie al mantenimento delle giovinette.

Le alunne potranno frequentare: le scuole elementari, il Regio ginnasio-liceo e l'istituto tecnico annessi al Regio conservatorio, e la Regia scuola complementare poco distante dal medesimo.

Le concorrenti e le loro famiglie, saranno inoltre tenute ad osservare le prescrizioni stabilite dal regolamento interno del Conservatorio.

Pistoia, 6 dicembre 1926.

Il presidente del Consiglio di amministrazione:
CARLO DE FRANCESCHI.

TOMMASI CAMILLO, *gerente*

Roma — Stabilimento Poligrafico dello Stato.